

LETTRE DE CANDIDATURE
à joindre à l'offre commerciale
CANDIDATURE INDIVIDUELLE

I – Identification du candidat individuel

Société (nom commercial/raison sociale) :

Siège social :

N° SIRET :

Représentant opérationnel désigné pour l'opération :

Nom et Prénom :

Tél :

Adresse e-mail :

Type de société : TPE PME ETI Grande Entreprise

Données économiques du candidat :

Nombre de salariés à temps plein, sur la précédente année civile :

Chiffre d'affaires H.T. du précédent exercice :

Total du bilan du précédent exercice :

II – Intention de soumissionner

Je déclare soumissionner à la consultation lancée par :

La Société Aéroport Toulouse Blagnac (ATB),
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 148 000 Euros,
Sise Bâtiment La passerelle, CS 90103, 31703 Blagnac Cedex,
Identifiée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 493 292 403.

Relative à l'affaire suivante : (*préciser le nom de l'affaire et éventuellement le(s) lot(s) concerné(s)*)

Référencée sous le numéro : .

III – Informations bancaires

Pays de domiciliation bancaire :

compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	code guichet :
Numéro IBAN :	clé RIB :

IV – Evaluation des tiers – éthique et conformité

	Oui	Non
Une entité gouvernementale, une agence gouvernementale ou un organe gouvernemental détient ou contrôle l'entreprise, en entier ou en partie, directement ou indirectement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un des bénéficiaires, responsables, dirigeants ou employés clés de l'entreprise, ou de toute entreprise affiliée est une personne politiquement exposée (personne exerçant une haute fonction publique ou qui est intimement associée à une telle personne) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avez-vous des activités commerciales dans un ou plusieurs pays soumis aux sanctions économiques internationales dont principalement l'Iran, la Corée du Nord, la République du Soudan, la Syrie, l'Afghanistan, l'Egypte, l'Irak et / ou la Libye ? <u>En lien avec le contrat objet du présent questionnaire :</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avez-vous eu des échanges avec des agences gouvernementales, organismes, ministères, ou entreprises détenues par un gouvernement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Est ce que l'un des bénéficiaires, responsables, dirigeants ou employés clés de l'entreprise, ou de toute entreprise affiliée, est un ancien employé de ATB ou a un lien de proximité (familial, amical, etc.) avec un employé de ATB ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Est ce que votre entreprise, ses bénéficiaires, responsables, dirigeants, employés clés ou toute entité avec laquelle ils sont ou ont été affiliés, ont déjà été accusés pénalement ou ont répondu à une enquête par un organisme d'application de la loi concernant la fraude, la corruption, le trafic d'influence, le blanchiment d'argent ou toute pratique commerciale illicite de l'entreprise incluant le non respect des règles de concurrence ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si vous avez répondu oui à l'une des questions, nous vous prions d'expliquer et détailler la réponse :

- | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|
| Est-ce que votre entreprise dispose d'un programme de conformité avec la loi Sapin II et détient notamment un code de conduite ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Disposez-vous d'un dispositif d'alerte interne et avez-vous mis en place une procédure ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Est-ce que votre entreprise dispense une formation à ses collaborateurs, notamment les plus exposés, en matière d'éthique et de conformité ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Est-ce que votre entreprise a mis en place une cartographie des risques de corruption ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Votre entreprise a-t-elle désigné un référent éthique/conformité ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Avez-vous lu et pris connaissance du Code de conduite Ethique & Conformité d'ATB ? et vous engagez vous à agir en conformité ? https://www.toulouse.aeroport.fr/conformite | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Nota : Règlement Général sur la Protection des Données : Si un traitement de données personnelles est concerné par la relation future, merci de répondre au questionnaire SI_RGPD.

V – Déclarations préalables

En application du code de la commande publique, je déclare sur l'honneur :

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2ème alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2ème alinéa de l'article 433-2, 8ème alinéa de l'article 434-9, 2ème alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2ème alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- d) ne pas avoir fait l'objet, durant les cinq dernières années, d'une condamnation pour méconnaissance des dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, au regard des articles L1142-1, 1142-2 et L1146-1 du Code du travail ;
- e) avoir, au 31 décembre de l'année précédente, satisfait à l'obligation d'engager une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle entre femmes et hommes dans l'entreprise et sur les mesures à prendre, conformément à l'article L2242-5 du Code du travail, ou à défaut, avoir régularisé la situation au jour de remise de la présente candidature ;
- f) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- g) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- h) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre mon activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- i) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations m'incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou m'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- j) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- k) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail, quand sont employés des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail ;
- l) fournir à mes salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, si je suis établi ou domicilié à l'étranger ;

m) ne pas créer, par ma candidature, de situation de conflit d'intérêts ;

n) ne pas être une « Personne Sanctionnée » entendue comme toute personne figurant sur une liste de personnes désignées au titre des sanctions prises par les États-Unis, les Nations Unies ou l'Union Européenne ou ses membres ou le Royaume Uni ;

o) qu'aucune de mes filiales, administrateur, dirigeant, employé et/ou agent n'est une personne sanctionnée ;

p) qu'aucun frais, redevance ou autre paiement ne sera issu d'une activité, opération commerciale ou transaction avec une Personne Sanctionnée ou dans un « Pays Sanctionné » entendu comme tout territoire faisant l'objet ou la cible de sanctions territoriales ou nationales ;

Tout changement dans ces déclarations devra être notifié sans délai.

Par ailleurs, le Cocontractant déclare avoir pris connaissance du Code de conduite du Groupe Aéroport Toulouse-Blagnac et se soumettre aux principes et dispositions qui y sont définis.

VI – Documents transmis à la société Aéroport Toulouse-Blagnac

Je joins à cette lettre tous les documents qui ont pu m'être demandés dans le dossier de consultation transmis par la Société Aéroport Toulouse-Blagnac.

VII- Spécifications techniques et projet de contrat

Je déclare avoir reçu et pris connaissance du projet de contrat et de ses annexes figurant dans le dossier de la consultation transmis par la Société Aéroport Toulouse-Blagnac.

VIII- Signature

Fait en un seul original.

Pour la société _____

Nom, prénom, qualité _____

Le _____

(Cachet et signature)

LETTRÉ DE CANDIDATURE ET MANDAT
à joindre à l'offre commerciale
CANDIDATURE GROUPEE

I – Identification des membres du groupement

Pour toute la durée du contrat (tel qu'identifié en partie III), est constitué le groupement suivant :

Cotraitant 1 :

Mandataire : Oui ou Non

Société (nom commercial/raison sociale) :

Siège social :

N° SIRET :

Cotraitant 2 :

Société (nom commercial/raison sociale) :

Siège social :

N° SIRET :

Cotraitant 3 :

Société (nom commercial/raison sociale) :

Siège social :

N° SIRET :

Cotraitant 4 :

Société (nom commercial/raison sociale) :

Siège social :

N° SIRET :

Le groupement ainsi constitué est un groupement d'entreprises :

Conjoint OU Solidaire

II – Désignation et habilitation du mandataire du groupement

Par le présent document, portant mandat, les membres du groupement désignent comme leur mandataire, qui l'accepte :

Société (nom commercial/raison sociale) :

Siège social :

N° SIRET :

Représentant opérationnel du mandataire désigné pour l'opération :

Nom et Prénom :

Tél :

Adresse e-mail :

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :

Non OU Oui

Les membres du groupement désignent expressément comme leur mandataire pour cette affaire la personne morale mentionnée ci-dessus et ils :

- Signent individuellement l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du contrat /accord-cadre
- Donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du contrat /accord-cadre, pour les représenter vis-à-vis de l'Aéroport Toulouse-Blagnac et pour coordonner l'ensemble des prestations

III – Intention de soumissionner

Nous déclarons soumissionner à la consultation lancée par :

La Société Aéroport Toulouse Blagnac,
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 148 000 Euros,
Sise Bâtiment La passerelle, CS 90103, 31703 Blagnac Cedex,
Identifiée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 493 292 403,

Relative à l'affaire suivante : (préciser le nom de l'affaire et éventuellement le(s) lot(s) concerné(s))

Référencée sous le numéro : .

IV – Informations relatives au paiement

Pays de domiciliations bancaires :

Les coordonnées bancaires de chacun des membres du groupement ou d'un éventuel compte commun seront communiquées ultérieurement, à la demande d'Aéroport Toulouse-Blagnac.

V – Répartition des prestations entre les membres du groupement

Les membres du groupement indiquent la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser :

Cotraitant	Prestations
Cotraitant 1	
Cotraitant 2	
Cotraitant 3	
Cotraitant 4	

VI – Evaluation des tiers – éthique et conformité

(Pour l'ensemble des membres du groupement)

Une entité gouvernementale, une agence gouvernementale ou un organe gouvernemental détient ou contrôle l'entreprise, en entier ou en partie, directement ou indirectement ? Oui Non

Un des bénéficiaires, responsables, dirigeants ou employés clés de l'entreprise, ou de toute entreprise affiliée est une personne politiquement exposée (personne exerçant une haute fonction publique ou qui est intimement associée à une telle personne) ?

Avez-vous des activités commerciales dans un ou plusieurs pays soumis aux sanctions économiques internationales dont principalement l'Iran, la Corée du Nord, la République du Soudan, la Syrie, l'Afghanistan, l'Egypte, l'Irak et / ou la Libye ?

En lien avec le contrat objet du présent questionnaire :

Avez-vous eu des échanges avec des agences gouvernementales, organismes, ministères, ou entreprises détenues par un gouvernement ?

Est ce que l'un des bénéficiaires, responsables, dirigeants ou employés clés de l'entreprise, ou de toute entreprise affiliée, est un ancien employé de ATB ou a un lien de proximité (familial, amical, etc.) avec un employé de ATB ?

Est ce que votre entreprise, ses bénéficiaires, responsables, dirigeants, employés clés ou toute entité avec laquelle ils sont ou ont été affiliés, ont déjà été accusés pénalement ou ont répondu à une enquête par un organisme d'application de la loi concernant la fraude, la corruption, le trafic d'influence, le blanchiment d'argent ou toute pratique commerciale illicite de l'entreprise incluant le non respect des règles de concurrence ?

Si vous avez répondu oui à l'une des questions, nous vous prions d'expliquer et détailler la réponse :

- | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|
| Est-ce que votre entreprise dispose d'un programme de conformité avec la loi Sapin II et détient notamment un code de conduite ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Disposez-vous d'un dispositif d'alerte interne et avez-vous mis en place une procédure ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Est-ce que votre entreprise dispense une formation à ses collaborateurs, notamment les plus exposés, en matière d'éthique et de conformité ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Est-ce que votre entreprise a mis en place une cartographie des risques de corruption ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Votre entreprise a-t-elle désigné un référent éthique/conformité ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Avez-vous lu et pris connaissance du Code de conduite Ethique & Conformité d'ATB ? et vous engagez vous à agir en conformité ? https://www.toulouse.aeroport.fr/conformite | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Nota : Règlement Général sur la Protection des Données : Si un traitement de données personnelles est concerné par la relation future, merci de répondre au questionnaire SI_RGPD.

VII – Déclarations préalables

En application du code de la commande publique, nous déclarons sur l'honneur :

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2ème alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2ème alinéa de l'article 433-2, 8ème alinéa de l'article 434-9, 2ème alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2ème alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- d) ne pas avoir fait l'objet, durant les cinq dernières années, d'une condamnation pour méconnaissance des dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les homes, au regard des articles L1142-1, 1142-2 et L1146-1 du Code du travail ;
- e) avoir, au 31 décembre de l'année précédente, satisfait à l'obligation d'engager une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle entre femmes et hommes dans l'entreprise et sur les mesures à prendre, conformément à l'article L2242-5 du Code du travail, ou à défaut, avoir régularisé la situation au jour de remise de la présente candidature ;
- f) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- g) ne pas être déclarés en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- h) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre notre activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre;
- i) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations nous incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou nous être acquittés spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- j) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- k) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail, quand sont employés des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail;

- l) fournir à nos salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, si nous sommes établis ou domiciliés à l'étranger ;
- m) ne pas créer, par notre candidature, de situation de conflit d'intérêts ;
- n) ne pas être « Personne Sanctionnée » entendue comme toute personne figurant sur une liste de personnes désignées au titre des sanctions prises par les États-Unis, les Nations Unies ou l'Union Européenne ou ses membres ou le Royaume Uni ;
- o) qu'aucune de nos filiales, administrateur, dirigeant, employé et/ou agent n'est une personne sanctionnée ;
- p) qu'aucun frais, redevance ou autre paiement ne sera issu d'une activité, opération commerciale ou transaction avec une Personne Sanctionnée ou dans un « Pays Sanctionné » entendu comme tout territoire faisant l'objet ou la cible de sanctions territoriales ou nationales ;

Tout changement dans ces déclarations devra être notifié sans délai.

Par ailleurs, nous déclarons avoir pris connaissance du Code de conduite du Groupe Aéroport Toulouse-Blagnac et nous soumettre aux principes et dispositions qui y sont définis.

VIII – Documents transmis à la société Aéroport Toulouse-Blagnac

Nous joignons à cette lettre tous les documents qui ont pu nous être demandés dans le dossier de la consultation transmis par la Société Aéroport Toulouse-Blagnac.

(Tous les membres du groupement doivent fournir individuellement les documents demandés dans le dossier de consultation).

IX– Spécifications techniques et projet de contrat

Nous déclarons avoir reçu et pris connaissance du projet de contrat et de ses annexes figurant dans le dossier de la consultation transmis par la Société Aéroport Toulouse-Blagnac.

X– Signatures

(Indiquer les nom, prénom et qualité du signataire de chaque société)

Fait en deux originaux, dont un retourné à Aéroport Toulouse-Blagnac.

Les membres du groupement :

Pour la société _____ Nom, prénom, qualité _____ _____ Le _____ (Cachet et signature)	Pour la société _____ Nom, prénom, qualité _____ _____ Le _____ (Cachet et signature)
Pour la société _____ Nom, prénom, qualité _____ _____ Le _____ (Cachet et signature)	Pour la société _____ Nom, prénom, qualité _____ _____ Le _____ (Cachet et signature)

Le mandataire du groupement _____

Nom, prénom, qualité _____

Le _____
 (Cachet et signature)